Edgard Quinet 31/03/07

Osez Bové

josebove2007.org

unisavecbove.org

UN AUTRE MONDE EST EN MARCHE

LA CAMPAGNE EST LANCÉE, LA VRAIE BATAILLE COMMENCE

INSURRECTION ÉLECTORALE CONTRE LE LIBÉRALISME

Le triumvirat Sarkozy, Bayrou, Royal projette de nous refaire passer le projet de Constitution européenne refusé par 55 % des Français en 2005.

Droite dure ou gauche molle, leur vision du monde est commune : un minimum d'Europe sociale et de services publics, un maximum de "libre concurrence" dans une compétition généralisée entre les hommes et les peuples.

LE 22 AVRIL, NOUS VOTERONS JOSÉ BOVÉ.
OSER BOVÉ, C'EST ENGAGER...

➤ UNE RÉVOLUTION SOCIALE : il est urgent de partager autrement les richesses, pour qu'il n'y ait plus celles et ceux qui peinent et celles et ceux qui profitent ;

➤ UNE RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE : nous faisons face à des défis majeurs (choc pétrolier, réchauffement climatique), et ce sont les plus pauvres qui sont les premières victimes de dérèglements écologiques ;

➤ UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE : nos voix doivent être entendues, au niveau local, national comme au niveau européen et mondial, ainsi que dans les entreprises.

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

Sur la base de notre programme, sept mesures d'urgence seront appliquées sans délai :

➤ INTERDICTION DES LICENCIEMENTS pour les entreprises qui font des profits ;

➤ réhabilitation immédiate de la dignité des personnes, du fonctionnement des services publics et de l'habitat DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ET LES BANLIEUES ;

➤ loi-cadre CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ;

➤ instauration de la proportionnelle intégrale aux élections et convocation d'une ASSEMBLÉE CONSTITUANTE pour fonder une VI[e] République ;

➤ moratoire immédiat sur les CULTURES D'ORGANISMES GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS (OGM) en plein champ et la construction du réacteur nucléaire EPR ;

➤ VETO DE LA FRANCE aux négociations de l'Organisation mondiale du commerce visant à démanteler les services publics ;

➤ RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS.

Ensemble, nous pouvons former une force de transformation sociale, cette gauche alternative que José Bové a accepté de représenter dans les urnes. Nous ne devons faire confiance ni à la droite antisociale ni à la gauche sociale-libérale. Notre mouvement rassemble des citoyen-ne-s et des forces politiques, syndicales et associatives qui ont fait le choix d'une candidature commune en 2007.

REJOIGNEZ NOUS, VENEZ VOUS INFORMER SUR LES ENJEUX, **VENEZ PRENDRE LA PAROLE !**

POUR PARTICIPER ACTIVEMENT À LA CAMPAGNE
Tél. : 01 45 42 51 26
Courriel : contact@paris14-avecbove.info
Internet : http://paris14-avecbove.info/

ALTERNATIVE 2007, COMITÉ DE PARIS 14

Osez Bové

josebove2007.org

unisavecbove.org

UN AUTRE MONDE EST EN MARCHE

LOI "SARKOZY" SUR LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

DE LA RELATION DE CONFIANCE AU FICHAGE,

FIN DU SECRET PROFESSIONNEL ET MAINMISE SUR LE TRAVAIL SOCIAL

La loi sur la prévention de la délinquance (n° 2007-297) a été votée le 5 mars. Elle renforce la responsabilité du maire dans le cadre de son pouvoir de police (tranquillité publique) sur sa commune. Déjà, dans les années 80, depuis les dispositifs mis en place par la gauche socialiste, il avait été placé au poste de "pilotage" en matière de prévention et de sécurité.

UN NOUVEAU SEUIL EST FRANCHI
AVEC LA LOI SARKOZY.

Le maire peut désormais obliger les intervenants des secteurs éducatif, social et médicosocial (éducateurs, assistants de service social, protection maternelle et infantile, etc.) à signaler nominativement à ses services toutes les personnes supposées "à risques" de délinquance et d'insécurité.

Conséquences : violation du secret professionnel, destruction de la relation de confiance avec les populations fragilisées, et extension des cibles : non seulement les "délinquants", mais aussi les jeunes "à risques" ; non seulement les jeunes, mais encore les familles en difficultés économiques et sociales.

A la place d'une analyse des causes socio-économiques ("excuse sociologique", selon Sarkozy !), une identification des "fauteurs de troubles". Et, en empiétant sur les autorités chargées de la protection éducative et sociale (juge des enfants, aide sociale à l'enfance…), une régression vers la surveillance et la stigmatisation.

Non sans lien avec d'autres pratiques de traitement automatisé de données individuelles dans l'Education nationale, et non sans faire craindre le croisement des fichiers, ce que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) n'a pas manqué de souligner.

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

RÉUNION-DÉBAT
ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DE CAMPAGNE JOSÉ BOVÉ PARIS 14,

mercredi 4 avril à 20 heures au café Le Maindron

35 rue Hippolyte-Maindron
(à l'angle de la rue Olivier-Noyer)

POUR EXAMINER LES MÉFAITS DE CETTE LOI
ET POUR LA COMBATTRE…

➤ VENEZ EN DISCUTER, MERCREDI 4 AVRIL À 20 HEURES, avec Bruno Percebois, militant associatif, membre du Collectif national unitaire de résistance à la délation.

ALTERNATIVE 2007, COMITÉ DE PARIS 14